



Service public non respecté par la majorité Les villes se meurent durant les jours de l'Aïd

● Kabylie : Les commerces sont restés ouverts, le transport absent

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Arabie saoudite
**Sept hadjis algériens
décédés depuis
le début du Hadj**

Page 24

Quatorzième année - N° 4854 - Mardi 13 août 2019 - Prix : 10 DA

Regards

Subventions sociales : un acquis fatalement réversible

Page 2

**De la zone
démilitarisée à la
zone de sécurité**

Par Mohamed Habili

La Turquie a annoncé à grands frais récemment un accord avec les Etats-Unis sur l'établissement d'une zone tampon à l'est de l'Euphrate qu'elle serait seule à contrôler, mais sur lequel les Américains ont été particulièrement discrets. S'ils n'ont pas démenti leurs «alliés» turcs à ce sujet, ils n'ont pas non plus abondé dans le même sens qu'eux. Il faut se rappeler que la guerre en Syrie commençait à peine que la Turquie militait déjà pour l'instauration le long de sa frontière avec la Syrie d'une zone spéciale, sur la destination de laquelle elle allait ensuite beaucoup varier. Tout au début, cette zone devait servir uniquement de refuge aux populations syriennes fuyant les combats, lesquels civils, il est vrai, marchaient en plus grand nombre dans sa direction. Mais depuis que les Kurdes se sont affirmés comme l'allié principal de la coalition internationale, dirigée par les Etats-Unis, dans la guerre contre Daech, l'optique des Turcs a fondamentalement changé à cet égard, même s'il leur arrive encore de parler de la nécessité de donner un refuge aux populations civiles syriennes déplacées. Depuis la prise de Manbej en 2016 par les Forces démocratiques syriennes, avec l'aide de la coalition internationale, les Turcs ont cessé de finasser. Ils ne cachent plus qu'ils veulent s'assurer d'une zone de séparation prise sur la Syrie, dont la vocation est de séparer leur territoire d'un contact direct avec les forces kurdes. Ce qui au départ n'était qu'une bande de terre frontalière démilitarisée destinée à abriter des civils s'est transformée en une zone de sécurité profitant à la Turquie et à elle seule.

Suite en page 3

Malgré les 9 000 hectares partis en fumée

Le directeur des forêts minimise l'ampleur des incendies



Ph/D. R.

Le directeur général des forêts, Ali Mahmoudi, a estimé que le nombre des feux de forêt enregistré cette année est «normal», dans un contexte climatique mondial marqué par la canicule. Malgré les 9 000 hectares partis en fumée depuis le début de l'été, le DGF minimise l'ampleur des incendies. Selon lui, l'année 2019 se présente, jusqu'au mois d'août, comme ordinaire.

Lire page 2

Exportations à 18,96 milliards de dollars et importations à 22,14 mds usd
**Le commerce extérieur enregistre
un déficit de 3,18 mds de dollars**

Page 4

Salon des bijoux de Ath Yenni
**Un nombre important de
participants et visteurs attendu**

Page 13

Malgré les 9 000 hectares partis en fumée

Le directeur des forêts minimise l'ampleur des incendies

■ Le directeur général des forêts, Ali Mahmoudi, a estimé que le nombre des feux de forêt enregistré cette année est «normal», dans un contexte climatique mondial marqué par la canicule. Malgré les 9 000 hectares partis en fumée depuis le début de l'été, le DGF minimise l'ampleur des incendies. Selon lui, l'année 2019 se présente, jusqu'au mois d'août, comme ordinaire.



Par Meriem Benchaouia

Dans un entretien accordé à l'agence nationale de presse, M. Mahmoudi a précisé que l'Algérie avait enregistré, au cours des vingt dernières années, une moyenne globale de 32 000 hectares/an de superficies ravagées par les feux de forêt, soulignant le caractère «exceptionnel» de la campagne 2018, durant laquelle seulement une surface de 2 300 hectares a été détruite par les feux. Il a signalé que le contexte climatique mondial est marqué par la canicule, le mois de juin ayant été le plus chaud enregistré à l'échelle mondiale depuis le siècle dernier, sans parler de la forte baisse de la pluviométrie cette année, à l'origine de l'assè-

chement du couvert végétal à travers le monde et le déclenchement de nombreux incendies dans des pays comme le Portugal, la Chine, l'Espagne et les Etats-Unis d'Amérique. En Algérie, les feux de forêt ont détruit, jusqu'au mois d'août 2019, plusieurs types d'arbres, notamment le pin d'Alep et le chêne-liège, deux espèces résilientes du fait de leurs capacités de régénération. 1 246 foyers d'incendie ont été enregistrés depuis le 1^{er} juin 2019, anéantisant 2 363 hectares de forêt (26%), 2 530 hectares de maquis (28%) et 4 111 hectares de broussaille (46%). Le responsable a tenu à assurer que les arbres et les animaux en voie d'extinction n'ont pas été ravagés par les incendies, puisque seulement onze cèdres de l'Atlas

ont été détruits dans les Parcs nationaux du Djurdjura et de Theniet el-Had et seuls cinq singes magots ont péri dans le Parc national du Djurdjura (wilaya de Bouira). A ce jour, le mois de juillet a connu le plus de pertes, puisque 27 foyers de feu ont dévasté 5 940 hectares de forêt, soit 66% du bilan annuel d'incendies, a fait savoir le responsable. Les wilayas de Tizi Ouzou, Aïn Defla, Tissemsilt et Béjaia sont les plus touchées, avec 53% des incendies de forêt recensés entre le 1^{er} juin et le 4 août 2019, soit une superficie totale de 4 769 hectares ravagés, selon M. Mahmoudi. Concernant les techniques utilisées pour venir à bout des feux, le responsable a indiqué que le Direction générale des forêts (DGF) avait eu recours aux moyens dispo-

nibles, notamment les 48 colonnes mobiles relevant des services de la Protection civile, lesquelles ont permis de limiter les superficies endommagées par les feux, a-t-il dit, ajoutant que les techniques aériennes de lutte contre les incendies sont appelées à se développer à l'horizon 2020.

Partenariat avec la FAO et l'ambassade du Japon pour prévenir les incendies

M. Mahmoudi a, par ailleurs, affirmé que les causes de 85% de ces feux restaient inconnues, d'où les projets de partenariat lancé le 17 juin 2019 à Alger par la Direction générale des forêts avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'ambassade du Japon en matière d'enquête sur les causes des incendies de forêt et les techniques de lutte contre ces feux. La DGF a également signé des conventions avec les services de la Gendarmerie nationale et des Douanes en matière d'enquête en cas d'incendie volontaire, a-t-il précisé, ajoutant que d'autres conventions devraient suivre avec les services de la Sûreté nationale. Selon M. Mahmoudi, la vigilance des citoyens et des agents de protection des forêts ont permis d'éviter des départs de feu. Pour le responsable, les déchets en verre et autres résidus contenant des matières inflammables laissés par les citoyens dans les forêts et les décharges anarchiques figurent parmi les principales causes de ces feux, réfutant l'existence d'in-

cendies volontaires dans le but d'obtenir du charbon ou de s'approprié un terrain. «Scientifiquement parlant, le bois brûlé perd son pouvoir calorifique en présence d'oxygène, d'où l'impossible exploitation du charbon à partir des feux de forêt», a expliqué le responsable, soutenant que «des procédures bien réglementées régissent la propriété foncière et il ne suffit pas de brûler la partie d'une forêt pour se l'approprier». Il a, à cet égard, affirmé que l'Algérie dispose d'unités de production de charbon dont les autorisations sont délivrées par la Direction générale des forêts après un appel d'offres. En 2019, les services des forêts ont enregistré la production de près de 9 000 quintaux de charbon à travers 34 unités industrielles spécialisées dans les wilayas de Mascara, Oum El-Bouaghi, Constantine, Jijel, Aïn Defla, Blida et Chlef. Une quantité de 402 kg de charbon produite de façon illicite a été saisie durant la même année. Par ailleurs, le recensement des pertes a été confié à des commissions ad hoc présidées par les walis et comprenant les directeurs des services agricoles, les directeurs des forêts des wilayas, le président de daïras et de communes et les services de la Protection civile. Quant aux indemnisations, M. Mahmoudi a fait savoir qu'il existait des mesures d'assurances des biens agricoles et privés en amont. Le directeur général des forêts a enfin invité les citoyens à appeler le numéro vert de la DGF (7010) et celui de la Protection civile «1021» en cas d'incendie. **M. B.**

Regards

Subventions sociales : un acquis fatalement réversible

Par Filali H. Imène

On dit des subventions consenties par l'Etat algérien en direction de l'ensemble des Algériens, qu'elles manquent de réalisme pratique et de réalisme tout court. Cela pour la simple raison qu'en dehors des périodes de faste dû aux rentrées pétrolières, les subventions deviennent un luxe trop lourd pour le Trésor public, ce alors qu'une véritable réflexion sur leur fonction sociale révèle leur caractère inopérant et inégalitaire.

Voilà des années que les Algériens consomment subventionné, qu'il s'agisse de produits alimentaires, d'énergie, d'eau ou de santé. Toutes leurs dépenses et leurs prétentions à l'épargne et/ou à un certain mode de vie sont fondées sur

ce paramètre, y compris leurs salaires qui ont pâti, depuis 2014, d'une inflation rampante qui a éculé leur pouvoir d'achat et qui a rendu caduque et sans une valeur économique conséquente la spectaculaire augmentation des salaires, alors consentie par les pouvoirs publics entre 2011 et 2012 afin d'acheter la paix sociale. Envisager une réforme des subventions, au sens de leur formulation plus pragmatique, plus ciblée et plus rationnelle, semble être tout à fait valable à tous points de vue, et s'avère même être salvatrice, à terme, pour l'équilibre du Trésor public.

Cela dit, la question demeure de savoir comment rendre opérationnel un processus très complexe qui procède d'un inventaire exhaustif des catégories sociales, leurs pouvoirs

d'achat, leurs niveaux de vie, leurs besoins, leurs faiblesses, leurs différences respectives, etc., dans un pays où l'économie connaît une hypertrophie du secteur informel et où la traçabilité et la visibilité fiscales sont hypothéquées par des pratiques et des réalités socio-économiques dominantes.

En outre, établir un système de ciblage des subventions établit de nouvelles relations entre l'Etat et les citoyens. C'est pratiquement le contrat social établi depuis des décennies qui est révisé, au profit d'un système de gestion pragmatique, qui reconnaît l'existence de citoyens qui n'ont pas besoin de l'intervention de l'Etat pour vivre et consommer, et celle d'autres citoyens qui devront se rendre socialement visibles pour signaler leur indigence et bénéficier

ainsi de ces subventions.

Dans ce paramétrage aux contours mathématiques se terrent pourtant les démons de la mauvaise gestion et les risques de laminage des classes moyennes qui iront rejoindre, de ce fait, les catégories ciblées, dans la sphère des catégories fragilisées, surtout parmi les salariés qui ne possèdent pas les leviers de redressement de leur pouvoir d'achat afin d'adapter celui-ci à leur niveau de vie. Ce n'est pas le cas des commerçants et des fonctions libérales qui ont les moyens de conserver leur pouvoir d'achat et leur niveau de vie en faisant payer à leurs clients et usagers les effets qu'induisent sur eux toutes les mesures réformatrices de l'Etat.

Le casse-tête de la réforme des subventions, comme leur

levée systématique, ne peut trouver une gestion viable et vivable que si sa prise en charge se fait sur un long terme qui soustrait les gestionnaires politiques de ce dossier (le gouvernement) aux soubresauts sociaux incommensurables que provoqueraient ses effets sur l'ensemble des populations. Malgré tous ces risques, ces entraves, ces arguments dissuasifs qui ne plaident en rien pour engager le processus, la réforme des subventions est une fatalité à laquelle il est difficile de surseoir indéfiniment, notre pays continuant de dépendre de la rente des hydrocarbures pour définir les contours de sa politique sociale, dans un contexte de diminution des niveaux de production et de déprime des prix de l'or noir. **F. H. I.**

Service public non respecté par la majorité

Les villes se meurent durant les jours de l'Aïd

■ Aux premier et second jours de l'Aïd, le service public était réduit au minimum. La majorité écrasante des commerces d'alimentation générale, les boulangeries, les cafétérias, les pharmacies, ont décidé, comme chaque année, de transgresser toutes les lois en laissant les rideaux baissés. Et ce, au moment où le ministère du Commerce assure une permanence quasi-totale des commerçants réquisitionnés.

Par Thinhinene Khouchi

A l'instar de toutes les grandes villes d'Algérie, la capitale était une ville morte durant ces deux jours de l'Aïd. Rideaux baissés durant ces deux jours et même après, Alger s'est transformé en une ville fantôme. Cette situation agace chaque année les citoyens qui se voient obligés de faire des kilomètres pour trouver une boulangerie ouverte et un commerce d'alimentation générale, au moment où le ministère du Commerce assure une permanence quasi-totale des commerçants réquisitionnés sur l'ensemble des wilayas du pays. Cependant, les images désertiques qu'ont affichées les principaux quartiers des grandes villes dénotent clairement que le nombre de commerces arrêté pour assurer la permanence les jours de cette fête reste insuffisant, d'où la nécessité d'augmenter leur nombre lors des prochaines fêtes. En effet, lors de la célébration de grandes fêtes religieuses, une majorité des commerçants, foulant aux pieds la notion de service public, décide de cesser leurs activités, plongeant carrément les citoyens dans le plus profond désarroi. Distributeurs, marchands de légumes, transport privé, etc. tout cesse de fonctionner à chaque occasion célébrée. Les rues sont quasiment désertes, de rares automobilistes sur les routes et l'activité commerciale est réduite au strict minimum. Les assurances du ministère du Commerce ont été vaines, vu que les commerçants n'ont pas assuré la permanence. Cette anarchie est devenue au fil des temps une règle de conduite



pour les Algériens qui, pour la plupart, ont prolongé leur congé. Ces derniers se sont, sans aucun doute, habitués à ce genre de morosité. En effet, les commerçants ont failli dans leur mission d'assurer le service minimum et ce, malgré une mesure qui a été décidée depuis des années par le ministre du Commerce et approuvée par les walis. «On dirait que nous sommes dans une ville fantôme. L'essentiel est que cette situation ne se prolonge pas durant toute la semaine», a déclaré un habitant rencontré au deuxième jour de l'Aïd. En ville, ce qui préoccupe

le plus les habitants lors des jours fériés, c'est l'ouverture des commerces et la disponibilité des moyens de transport. A la Grande-Poste et ses environs, l'activité commerciale était réduite au strict minimum, à savoir : un boulanger-pâtisier, d'ailleurs pris d'assaut par les citoyens, un cafetier, une pharmacie. Par ailleurs, il a été constaté un manque en termes de moyens de transport au niveau de quelques communes d'Alger- Centre, Hammamet, Chéraga, Aïn Benian, Bir Mourad Rais, Zéralda, El Biar, Sidi M'hamed, Draria et de Bouzaréah et autres. Face à

cette situation, certains citoyens ont décidé de rebrousser chemin et de visiter la famille habitant proche de leur domicile. D'autres ont opté pour les taxis qui reviennent très cher. Au premier jour de l'Aïd, les services d'urgences des hôpitaux Mustapha-Pacha, Bab El Oued et Beni Messous ainsi que les établissements de santé de proximité ont recensé plusieurs cas de blessures au niveau des mains et des pieds survenues lors de l'éboulement des moutons. Les blessés ont été pris en charge par les équipes médicales.

T. K.

Photo: Soraya/J. A.

LA QUESTION DU JOUR

De la zone démilitarisée à la zone de sécurité

Suite de la page une

De l'autre côté de sa frontière, ce n'est plus la Syrie qu'il y a, ou qu'il y aura, mais les unités kurdes, et demain probablement un Etat kurde, sous une forme ou sous une autre. Pour se garantir contre ses incursions éventuelles, il ne suffit pas au point de vue des Turcs d'une force militaire nettement supérieure à la sienne, mais d'une zone tampon, d'une zone de séparation, d'exclusion du Kurde, et qui naturellement devra être placée entièrement sous leur contrôle. Il faut donc que la frontière entre les deux pays soit repoussée à l'intérieur de la Syrie d'une largeur égale à ce que la Turquie estimera nécessaire pour sa sécurité. D'après ce que les médias turcs ont révélé de l'accord passé avec les Américains, les deux parties auraient convenu de tout sauf en ce qui concerne cette largeur. Pour les Turcs elle devrait mesurer une quarantaine de kilomètres, beaucoup moins pour les Américains. Mais que cette portion de Syrie coure jusqu'à la frontière de l'Irak, sur ce point en revanche les Américains n'auraient rien trouvé à redire. Ainsi donc, la Turquie ne cherche même plus à cacher qu'elle envisage le plus sérieusement du monde non seulement d'occuper une partie du nord de la Syrie, mais d'y rester un temps indéterminé, c'est-à-dire pour toujours. Il n'y aurait à la rigueur qu'un seul cas de force majeure où elle serait obligée de s'en retourner à ses frontières actuelles : pour autant qu'il n'y ait pas non seulement de forces kurdes syriennes sur le pied de guerre mais de menace, de nationalisme kurde. Autant dire de Kurdes tout court. Dans le cas présent, elle a procédé comme à Manbij. Son président a commencé par annoncer une opération imminente à l'est de l'Euphrate, après avoir ordonné une concentration des forces à la frontière, pour forcer les Américains à lâcher du lest. Là-dessus ceux-ci en appellent à la retenue, peu désireux qu'ils sont de devoir se confronter à un membre de l'Otan. C'est le moment que choisissent les Turcs pour annoncer qu'ils sont parvenus à convaincre les Américains de la nécessité d'une zone de sécurité, et qu'il ne reste plus que des détails à régler pour que celle-ci devienne réalité.

M. H.

Kabylie

Les commerces sont restés ouverts, le transport absent

Par Louiza Ait Ramdane

Dans les villages de la Kabylie, les commerçants ont entamé hier et avant-hier une journée des plus ordinaires. Aucun commerçant n'a baissé rideau. En revanche, le transport, paralysé durant les deux jours de l'Aïd, a posé un grand problème au simple citoyen.

Contrairement aux grandes villes, les citoyens, cette année encore, n'ont pas trouvé des difficultés à s'approvisionner en différents produits, notamment le pain ; les commerces étant restés ouverts. L'activité commerciale durant le premier jour de l'Aïd était ordinaire. Au deuxième jour aussi, l'activité était des plus normales dans les villages de Tizi Ouzou. Les commerçants

vaquaient à leurs affaires le plus normalement du monde. Au niveau des villages de la grande Kabylie, les cafés étaient remplis comme à l'accoutumée. Ce sont les seuls endroits où les gens se rencontrent pour passer du temps et discuter de tout. Ainsi, l'approvisionnement en denrées alimentaires n'a pas du tout posé de problème aux citoyens qui ont fêté l'occasion sans aucun souci. Pourtant, aucun organisme n'a fait obligation aux commerçants de travailler durant l'Aïd ou d'assurer les permanences.

Par contre, le transport n'a pas été du tout assuré durant les deux jours de la fête de l'Aïd El Kébir. C'était la galère. Aucune desserte n'a été assurée. Hormis les navettes dans la ville et les centres urbains, les citoyens ont

éprouvé toutes les peines du monde à rendre visite aux proches éloignés où pour se rendre à leur lieu de travail, notamment pour ceux qui travaillent loin de leur village natal. Hier donc et avant-hier, après le rituel du sacrifice, les fourgons et les bus étaient tous à l'arrêt dans les villages. Certains étaient immobilisés dans les garages et d'autres affichaient «Réservé». Les véhicules de transport en circulation étaient tous réquisitionnés pour les visites familiales. Malheureusement, le citoyen non véhiculé devait chercher un autre moyen pour rendre visite à ses proches. C'était l'occasion pour les chauffeurs de taxi de proposer des prix inabornables et non négociables. C'est une tradition. Ces derniers ne travaillant pas

aisément durant toute l'année, profitent de l'occasion des fêtes religieuses et de mariages pour imposer leurs services aux voyageurs. Les transporteurs avançant comme argument aux citoyens qui se plaignent de cette situation par le fait que les voyageurs durant les fêtes religieuses ne sont pas nombreux.

La fête religieuse de l'Aïd n'a pas que son côté festif. Pour beaucoup, c'est une pression de plus. Les achats nombreux pour cette fête et le prix du mouton hors de portée ont épuisé les familles algériennes. De plus, la rentrée scolaire approche à grands pas et qui dit rentrée dit aussi des achats en plus. À cause de la cherté de la vie, le pouvoir d'achat des Algériens ne cesse de s'éroder.

L. A. R.

— Exportations à 18,96 milliards de dollars et importations à 22,14 mds usd —

Le commerce extérieur enregistre un déficit de 3,18 mds de dollars

■ Avec des exportations établies à 18,96 milliards de dollars dont 93% sont tirées par les hydrocarbures, et des importations à 22,14 mds usd, la balance commerciale de l'Algérie a enregistré un déficit de 3,18 milliards de dollars durant le 1^{er} semestre 2019, contre un déficit de 2,84 milliards de dollars à la même période en 2018. C'est ce qu'a indiqué hier la direction générale des Douanes (DGD).

Par Lynda Naili

A ce titre, à la lecture des statistiques provisoires de la Direction des études et de la prospective des Douanes (DEPD), il ressort que les exportations algériennes durant le 1^{er} semestre 2019 ont enregistré une baisse de 6,57% par rapport à la même période de l'année dernière. Ainsi en chiffres, le montant des exportations lors du 1^{er} semestre 2019 a atteint 18,96 milliards de dollars (mds usd), contre 20,29 mds usd à la même période de 2018.

Détaillant ce montant à l'export, la DEPD qui relève que de janvier à juin dernier les exportations ont assuré la couverture des importations à hauteur de 86%, contre 88% à la même période de l'année précédente, explique que les hydrocarbures ont représenté l'essentiel des ventes algériennes à l'étranger au cours du 1^{er} semestre 2019 avec un volume global de 93,10% des exportations en s'établissant à 17,65 mds usd, contre 18,84 mds usd à la même période 2018, en baisse de (-6,31%).

Pour les exportations hors hydrocarbures, elles restent toujours marginales, avec près de 1,31 md usd le 1^{er} semestre 2019, ce qui représente 6,90% du volume global des exportations, contre 1,45 md usd à la même période en 2018, en baisse de -10,01%, précisent les données de la DEPD.

Ces exportations étaient composées des demi-produits avec 995,12 millions usd (contre 1 129,94 md usd en 2018) en baisse de -11,93%, des biens alimentaires avec 208,02 millions usd

(contre 202,33 millions usd) en hausse de 2,81%, des biens d'équipement industriels avec 44,77 millions usd (contre 51 millions usd) en baisse de -12,23%.

Elles étaient composées aussi des produits bruts avec 40,53 millions usd contre 52,36 millions (-22,59%), les biens de consommation non alimentaires, avec 19,10 millions usd, contre 17,42 millions usd, en hausse de +9,62% par rapport à la même période de comparaison, et enfin les biens d'équipements agricoles avec 0,19 millions usd contre 0,09 millions usd en hausse de 110,07%.

Chute de plus de 62% des importations des carburants

Dans le volet des importations, les chiffres de la DEPD renseignent sur une réduction de 4,30% durant le premier semestre de l'année en cours en comparaison avec la même période de l'année dernière. En effet, la même source donne 22,14 mds usd comme montant total des importations, contre 23,14 mds usd en 2018.

Soulignant à ce propos une baisse considérable des importations des carburants estimées à 62,22%. Ainsi, les importations de cinq groupes de produits sur les sept que contient la structure des importations ont reculé durant le six premiers mois de l'année 2019 et par rapport à la même période de l'année dernière.

En effet, la facture d'importation des carburants a chuté de 62,22%, en s'établissant à 275,51 millions usd, contre 729,32 millions usd. Un recul établi à 10,52% a également été enregistré dans l'importation des biens



alimentaires en atteignant 4,127 mds usd contre 4,613 mds usd.

La même tendance a été enregistrée par les biens d'équipements agricoles qui ont totalisé 253,06 millions usd, contre 275,41 millions usd (-8,12%), les biens d'équipements industriels avec 7,41 mds usd contre 7,82 mds usd (-5,24%) et enfin les biens de consommation (non alimentaires) avec 3,22 mds usd contre 3,30 mds usd (-2,36%).

En revanche, deux groupes de produits de la structure des importations ont connu des hausses durant la période de comparaison. En effet, les demi-produits ont totalisé 5,80 mds usd, contre près de 5,42 mds usd (+7,12%) et les produits brut

ont atteint 1 04,07 md usd, contre 974,44 millions usd (+7,04%).

La France, 1^{er} client, la Chine, 1^{er} fournisseur

Concernant les partenaires commerciaux de l'Algérie, la DEPD indique que durant le 1^{er} semestre 2019, les six premiers clients du pays ont représenté près de 53% des exportations algériennes. A ce titre, la France devance l'Italie est devenu le principal client avec 2,660 mds usd soit (14% des exportations algériennes globales), en hausse de 14,98%, suivie de l'Italie avec 2,501 mds usd (-16,41%),

l'Espagne avec 2,259 mds usd (-11,03%), les Etats-Unis avec 1,597 md usd (-17,74%) et la Grande-Bretagne avec 1,184 md usd (-16,29%). En ce qui concerne les principaux fournisseurs de l'Algérie, les cinq premiers ont représenté plus de 50% durant le 1^{er} semestre 2019. Les cinq principaux fournisseurs de l'Algérie sont : la Chine qui maintient toujours sa première place avec 4,219 mds usd (plus de 19% des importations globales algériennes), en hausse de 23,14%, suivie de la France avec 2,144 md usd (-5,93%), l'Espagne avec 1,678 md usd (-6,76%), l'Allemagne avec 1,643 md usd (-0,83%) et l'Italie avec 1,577 md usd (-17,42%).

L. N.

Hadj 2019

Arabie saoudite : décès de deux hadjis algériens à Mina

Deux hadjis algériens ont rendu l'âme dimanche soir à Mina (Arabie saoudite), z indiqué à l'APS, lundi, le chef de la délégation consulaire algérienne.

«Il s'agit de Mami Mohamed Kamel, né le 12 décembre 1951 à Médéa (68 ans), professeur en service d'orthopédie à l'hôpital de Ben Aknoun», a précisé l'ambassadeur, Abdelkader Hedjazi, ajoutant que le défunt venu avec son épouse était décédé dès

suite d'un arrêt cardiaque lors du jet des Jamarats (le rituel de lapidation).

Quant au deuxième cas, poursuit M. Hedjazi, «il s'agit de Allouche Abdelkader (63 ans) issu de la commune Bordj Sebat (Guelma), décédé au camps N° 96 suite à un arrêt cardiaque, sachant qu'il avait des problèmes de santé».

«Les corps des deux hadjis se trouvent actuellement à l'hôpital de Mina et seront enterrés en présence de leurs

compagnons», a fait savoir le diplomate, soulignant que «la délégation algérienne a pris toutes les mesures nécessaires et donné l'autorisation d'inhumation aux autorités saoudiennes». A noter que le nombre des hadjis jusque-là décédés aux Lieux saints s'élève à six pèlerins.

Par ailleurs, concernant les hadjis égarés, le chef de la délégation de la Protection civile, le colonel Brahim Belkacem, a affirmé que «le nombre

s'élève à 115 pèlerins qui ont été retrouvés et orientés vers leurs camps».

Et d'ajouter que «sept hadjis se sont égarés durant les dernières 24 heures à Mina pas encore retrouvés».

Le chef de la section rites relevant de la brigade de la Protection civile, le colonel Moulay Khelifa, a fait état de «70 agents de la Protection civile mobilisés pour trouver les hadjis égarés».

Ali T.

Ain Témouchent

Démantèlement d'un réseau de passeurs de candidats à l'immigration clandestine vers l'Europe

Les éléments de la Gendarmerie nationale d'Ain Témouchent ont démantelé un réseau de passeurs spécialisés dans l'organisation des voyages vers l'Europe,

au profit de candidats à l'immigration clandestine.

Deux personnes activant au sein du réseau ont été arrêtées, dont l'une d'elles faisait l'objet d'un mandat d'arrêt pour une

autre affaire, précise la Gendarmerie nationale. Cette opération a été réalisée suite à des investigations menées à la suite d'une mise en échec d'une tentative d'immigration clandesti-

ne, par la mer, de 11 candidats. Les enquêtes ont réussi à identifier trois individus composant ce réseau, dont le troisième demeure toujours en fuite. Les deux personnes arrêtées ont été

condamnées à 18 mois de prison ferme assortie d'une amende de 50 000 DA pour chacune d'elles, après avoir été jugées jeudi au tribunal d'El Amria.

Sami Y.

Pétrole

Le Brent proche des 58 dollars

■ Les prix du pétrole baissent lundi en cours d'échanges européens, souffrant des tensions commerciales accrues entre la Chine et les Etats-Unis qui menacent la croissance mondiale.

Par Salem K. / APS

Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 57,97 dollars à Londres, en baisse de 0,96 % par rapport à la clôture de vendredi. A New York, le baril américain de WTI pour livraison en septembre s'échangeait à 53,67 dollars, 1,52% de moins que vendredi. «Les craintes d'un ralentissement de la croissance économique mondiale pèsent toujours sur le marché», a expliqué Carlo Alberto de Casa, analyste chez ActivTrades. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a abaissé vendredi ses prévisions pour la croissance de la demande mondiale de pétrole en 2019 et 2020. Sa prévision de croissance de la demande de brut pour cette année a ainsi été révisée en baisse de 100 000 barils par jour (mbj). Elle devrait atteindre 1,1 mbj en 2019. La situation économique «est en train de devenir encore plus incertaine avec les tensions commerciales persistantes entre les États-Unis et la Chine», note l'agence, qui conseille des pays développés sur leur politique énergétique. Toutefois, comme le rappelle Carsten Fritsch, analyste pour Commerzbank, «l'Arabie Saoudite réduira probablement sa production encore plus, si cela s'avère



nécessaire (...) pour soutenir les cours». En effet, selon l'agence Bloomberg, l'Arabie saoudite a contacté les autres membres de l'Organisation des pays

exportateurs de pétrole (Opec) après une chute des cours de pétrole mercredi dernier pour discuter de mesures susceptibles de les faire remonter. L'Organisation

et dix pays partenaires, dont la Russie, sont engagés depuis 2016 dans un accord de réduction de leur production.

S.K./APS

Italie

Risque de crise économique et de fortes tensions sur la dette

L'ex-ministre italien de l'Economie, Pier Carlo Padoa-Schioppa, a mis en garde hier contre un risque de crise économique et de fortes tensions sur la dette italienne, après l'éclatement de la coalition au pouvoir provoqué par Matteo Salvini. «Le débat actuel sur la formation ou pas d'un nouveau gouvernement donne pour acquis que la situation économique soit gérable, mais c'est une erreur», a estimé l'ancien ministre des gouvernements Renzi et Gentiloni dans un entretien lundi au quotidien italien «La Repubblica». Une prise de pouvoir dès

l'automne en solitaire du chef de la Ligue, Matteo Salvini (extrême droite), «aggraverait sérieusement la situation et déboucherait sur une loi de finances faite de larmes et de sang», a-t-il estimé. M. Salvini a rompu jeudi avec le Mouvement 5 Etoiles (M5S, antisystème), son partenaire de coalition depuis 14 mois, réclamant un vote immédiat au Parlement pour faire tomber le gouvernement et des élections le plus vite possible, vers la fin octobre. «Un gouvernement Salvini pourrait se traduire par des actions radicales comme les baisses d'impôts promises,

l'élimination de la hausse prévue de la TVA (début 2020 et qui doit rapporter plus de 20 mds d'euros)», a estimé l'ancien ministre. Cela porterait «le déficit bien au-delà des 2% du PIB et augmenterait fortement la dette. Ce serait un énième virage à 180 degrés mais plus dangereux que jamais compte tenu de la faiblesse du pays». «Un tel projet de budget nous mettrait sur une voie de sortie de l'Europe. Car si les thèses anti-européennes de la Ligue sont prises à la rigolade par certains commentateurs, elles sont accueillies très sérieusement par les mar-

chés : à tel point que le spread (écart entre les taux italiens et allemands à 10 ans) a grimpé à 240 points vendredi», a-t-il souligné. La troisième économie de la zone euro ne va pas bien. Après une «récession technique» au second semestre 2018, l'Italie, très endettée (plus de 130% du PIB) a connu une croissance nulle sur les six premiers mois de l'année. Pour 2019, la Commission européenne et le Fonds monétaire international (FMI) tablent sur une hausse de seulement 0,1%, et le gouvernement de 0,2%.

Mahi O.

République tchèque

L'inflation a repris à 2,9% en juillet

LA HAUSSE DES PRIX à la consommation a accéléré en juillet en République tchèque, s'établissant à 2,9% en glissement annuel, après 2,7% un mois plus tôt, a rapporté hier l'Office national des statistiques (CSU). En glissement mensuel, les prix ont progressé de 0,4%, après 0,2% en juin, une hausse typique en période de vacances, selon l'institution. En rythme annuel, l'inflation a été entraînée surtout par les prix des produits alimentaires, précise CSU. La République tchèque, membre de l'Union européenne, qui reste hors de la zone euro et dont l'économie est principalement tirée par l'industrie automobile et les exportations vers l'UE, a affiché en 2018 une croissance de 3,0%, après 4,4% en 2017. La banque centrale prévoit que l'économie progressera de 2,6% en 2019.

R. E.

Agriculture

Les cours des céréales figés par un impact climatique

Les cours du blé et de maïs étaient peu ou prou figés hier en milieu de journée sur le marché Euronext, dans l'attente d'une clarification américaine sur l'étendue des surfaces ensemencées en maïs au printemps dernier aux Etats-Unis. Alors que de nombreux champs du Missouri ou le long du fleuve Mississippi sont encore sous l'eau après les inondations du Mid West au printemps dernier, le marché attend du rapport Wasde que doit publier lundi le ministère de l'Agriculture américain (USDA)

un point précis sur l'étendue des surfaces qui ont pu être semées, de manière à estimer plus finement les volumes de récolte. De tout temps, le marché des céréales a été lié à la météo et aux aléas climatiques, qui font varier les cours dans un sens ou dans un autre pour leur impact sur les volumes de grains qui seront récoltés. Hier, Intercourtage relaie ainsi un communiqué du premier syndicat agricole italien Coldiretti, selon lequel le réchauffement climatique a causé 14 milliard d'euros de dégâts à l'agriculture ita-

lienne en une décennie, avec la «multiplication d'événements climatiques extrêmes», des «périodes prolongées de sécheresse» et «de violentes intempéries qui détruisent les récoltes». Le syndicat estime notamment qu'un cinquième des terres agricoles italiennes est «en danger d'abandon» à cause du réchauffement. En France, Intercourtage relève par ailleurs que, malgré des précipitations début août dans plusieurs régions de France, les sols superficiels restent encore «très secs» du Nord du Massif

central à la Lorraine et fortement marqués par la sécheresse. Vers 13h00 (12h00 heure algérienne), sur le marché à terme Euronext, la tonne de blé perdait 25 centimes d'euro sur l'échéance de septembre, à 170,25 euros, et 50 centimes sur celle de décembre, à 175,25 euros, pour 8 987 lots échangés. A la même heure, la tonne de maïs restait inchangée à 172,75 euros pour le contrat de novembre, et abandonnait 25 centimes d'euro sur le contrat de janvier, à 175,75 euros, pour 232 lots échangés.

A. Y.

Danemark

Recul de l'inflation en juillet à 0,4%

L'inflation au Danemark a ralenti en juillet, à 0,4% sur un an, en particulier à cause de la baisse des prix des locations saisonnières, d'après les chiffres publiés hier par l'institut danois des statistiques DST. Il s'agit du quatrième mois consécutif de baisse. En juin, l'inflation avait ralenti, à 0,6% sur un an, plombée par le recul des prix de l'habillement. «Compte tenu

de la reprise de l'économie danoise et internationale au cours des dernières années (...) les prix devraient augmenter, mais l'inflation a été étonnamment basse tant au Danemark que dans le reste de l'Europe», note Kristian Skriver, économiste de la Fédération de l'industrie danoise, Dansk Erhverv, cité par l'agence Ritzau. Le pays reste en-dessous de la moyenne de la zone euro, dont il ne fait

pas partie, où le taux d'inflation sur un an s'est accéléré, à 1,3% en juin. En décembre 2012, le Danemark avait enregistré un taux d'inflation de 2,1%, avant une baisse continue. En septembre 2016, l'inflation danoise était même tombée à zéro puis s'était redressée, atteignant en septembre 2017 son plus haut niveau en cinq ans, à 1,6% avant de retomber progressivement.

Agences

Grande mosquée d'Alger

Le chef de l'Etat Abdelkader Bensalah accomplit la prière de l'Aïd el-Adha

■ Le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, a accompli dimanche matin la prière de l'Aïd el-Adha à la Grande mosquée d'Alger parmi de nombreux fidèles, dans un climat de piété et de sérénité.

Par Hocine G./APS

Le président par intérim du Conseil de la nation, Salah Goudjil, le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Slimane Chenine, le Premier ministre, Noureddine Bedoui, des membres du gouvernement, ainsi que des membres du corps diplomatique musulman accrédité à Alger ont également accompli la prière aux côtés du chef de l'Etat.

Dans ses deux prêches, l'imam a rappelé les valeurs de solidarité, d'entraide et de sacrifice véhiculées par cette fête, appelant les fidèles à s'en imprégner. Evoquant les pèlerins qui se sont rassemblés samedi sur le Mont Arafat pour une journée de prières et d'invocations de Dieu, il a rappelé que Arafat constituait le moment culminant des rituels sacrés du Hadj et le plus grand rassemblement au monde. L'imam a appelé les fidèles à s'inspirer de cette union des musulmans du monde entier, dont Arafat est la meilleure illustration, pour défendre nos causes, dont la cause palestinienne.

«Dans la conjoncture actuelle, l'Algérie a besoin plus que jamais d'une telle union et d'une telle solidarité entre ses enfants», a-t-il insisté.

L'imam a, par ailleurs, incité les musulmans à se rapprocher de Dieu par ce sacrifice tout en préservant l'environnement et la



propreté des rues, mettant en garde contre les pyromanes dont les actes ont récemment ravagé le patrimoine forestier et animal du pays.

Il a aussi exhorté les fidèles à préserver les liens du sang, à faire montre de tolérance et de solidarité et à faire aumône de ce sacrifice aux pauvres.

A cette occasion, l'imam a adressé ses vœux au peuple algérien et à tous les musulmans. Après la prière, le chef de l'Etat a reçu les vœux des

membres du gouvernement, du corps diplomatique et des fidèles ayant accompli la prière dans la Grande mosquée d'Alger.

H. G./APS

Aïd/Solidarité

M^{me} Eddalia partage la joie de l'Aïd el-Adha avec les personnes âgées et les enfants assistés à Alger

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Ghania Eddalia, s'est rendue dimanche au Foyer pour personnes âgées de Bab Ezzouar et à l'Etablissement pour enfants assistés de Mohammadia (Alger) pour partager la joie de l'Aïd el-Adha avec les pensionnaires de ces établissements.

Accompagnée des walis délégués des circonscriptions administratives d'Alger,

d'élus locaux et des responsables des corps de sécurité, M^{me} Eddalia a partagé la joie de l'Aïd el-Adha avec les enfants et les personnes âgées qui ne peuvent pas passer cette fête avec leurs familles. Des moutons ont ainsi été sacrifiés à l'Etablissement pour enfants assistés de Mohammadia et au Foyer pour personnes âgées de Bab Ezzouar et des cadeaux ont été remis aux pensionnaires de ces établissements. A cette

occasion, M^{me} Eddalia a adressé ses vœux à l'ensemble du peuple algérien, aux pensionnaires des établissements pour personnes âgées et enfants assistés et aux malades hospitalisés dans les hôpitaux de toutes les wilayas du pays. La ministre a également adressé ses vœux à tous les corps de sécurité et aux membres de l'Armée nationale populaire (ANP) qui veillent à la protection du pays.

K. G.

Tizi-Ouzou

Tiswiqt, une tradition à l'épreuve des transformations de la société

La célébration de certains rites et traditions à l'occasion de la fête d'El Aïd El Adha, à l'instar de Tiswiqt, se perpétue encore à Tizi-Ouzou et résiste aux transformations qui traversent la société algérienne.

Une tradition, dédiée aux achats domestiques et à la frange juvénile encore célébrée de nos jours dans certaines localités, qui permettait, dans le temps, l'accès des enfants mâles au marché, espace réservé aux adultes.

Durant cette journée de Tiswiqt, en effet, où la journée du marché précédant celle de l'Aïd, les enfants accompagnent leurs parents au marché et choisissent leurs vêtements neufs et jouets.

«C'est une tradition toujours célébrée, notamment dans le milieu rural, mais qui a tendance à être sacrifiée dans certains milieux urbains où il y a une recomposition sociale», affirme Farida Messaoudi, enseignante en sociologie à l'Université Mouloud-Mammeri.

Personnellement, confie-t-elle, «je continue à l'inculquer à

mes enfants, car elle confère un charme particulier à la fête et les met toujours dans l'attente de ce moment».

L'amélioration des conditions de vie des gens a également «contribué à mettre un peu d'ombre sur cette tradition», ajoute-t-elle, expliquant qu'ils «ne vivent plus dans les mêmes conditions d'indigence d'avant et se permettent d'offrir vêtements et jouets à leur enfants en dehors de cette occasion».

Cependant, poursuit-elle, «même si les gens ne vivent plus l'indigence d'avant, il n'en demeure pas moins que la cher-

té de la vie d'aujourd'hui a aussi terni le charme de cette tradition».

Une réalité constatée durant cette journée caniculaire au niveau du chef-lieu de wilaya, où les quelques citoyens qui s'y aventurent dehors vaquent le plus normalement à leurs occupations.

Au marché couvert du centre-ville, les citoyens affichent peu d'engouement devant les prix qui «dépassent la canicule extérieure», commente un père de famille accompagné de son enfant.

Les haricots sont à 300 dinars

(DA), la carotte à 160, la tomate à 100, la laitue à 200 et la courgette à 130 DA. Et en plus, «il faudrait acheter jouets et vêtements pour les enfants», s'exclame-t-il, assurant y parvenir «difficilement».

Non loin de là, une file débordant sur le trottoir est formée devant une boucherie où le kilo de viande est cédé entre 1 600 et 1 800 DA. Même décor et mêmes prix sont affichés au niveau d'une autre boucherie située au boulevard Krim Belkacem, dans la nouvelle-ville.

Les magasins de vêtements pour enfants et les étals de vente

de jouets qui jonchent la plupart des trottoirs de la ville sont, par contre, pris d'assaut par les bambins et leurs parents, mais «les gens n'achètent pas facilement», témoigne une vendeuse d'un magasin de vêtements au lotissement Amyoud (Nouvelle-ville).

«Les prix sont excessivement élevés, que ce soit pour les vêtements ou pour les jouets, mais c'est plus fort que moi. Je ne peux priver mes filles de cette joie en cette occasion», admet un père de famille, accompagné de ses deux filles.

O. H.

Les pèlerins se rassemblent sur le Mont Arafat

L'un des moments culminants des rituels sacrés du Hadj

Les pèlerins se sont rassemblés samedi, neuvième jour de Dhou al-Hidja, sur le Mont Arafat pour une journée de prières et d'invocations de Dieu, l'un des moments culminants des rituels sacrés du Hadj. Les pèlerins, y compris algériens, ont commencé dès le lever du jour à affluer vers le Mont Arafat pour accomplir un des plus importants rituels du Hadj où ils passeront la journée à prier et à implorer le pardon de

Dieu avant d'affluer, au coucher du soleil, vers la vallée de Mouzdalifa pour y passer la nuit, suivant la tradition du Prophète (QSSSL). Les pèlerins algériens ont écouté un prêche unifié prononcé par l'imam Ben Zeghnia Mohamed qui a mis en avant la signification de Arafat, les appelant à saisir cette journée pour prier et implorer le pardon de Dieu. L'imam a, par ailleurs, appelé à la mobilisation pour prémunir l'Algérie contre

tout danger. La question palestinienne a également été évoquée.

A leur arrivée à Mouzdalifa où ils ont passé la nuit, les pèlerins algériens ont accompli les prières du Maghreb et d'El Icha, couplées, suivant la tradition du Prophète (QSSSL), pour se préparer à se rendre, à l'aube du 10 Dhou Al-Hidja, à Mina afin d'y accomplir le rituel de la lapidation.

R. S.

Ouargla

Une commission de wilaya pour promouvoir l'activité d'élevage camelin

■ Une commission de wilaya a été créée pour la promotion de l'activité d'élevage camelin dans la wilaya de Ouargla, a-t-on appris auprès de la Direction des services agricoles (DSA).

Par Nassima A./APS

Cette instance, installée au cours de la semaine écoulée, assure plusieurs missions dont notamment l'alimentation des chameliers en orge subventionné (2 kg pour chaque chamelle), l'assainissement et ajustement des listes des éleveurs du cheptel camelin à travers la wilaya, la facilitation de l'opération de distribution de cet aliment de bétail, a-t-on expliqué. Elle assure également le contrôle des listes actuelles des bénéficiaires d'orge, le recensement des têtes du cheptel camelin, la fixation des quantités d'orge distribuées aux chameliers, individuel ou ceux qui ont adhéré à des associations, et l'élaboration des bilans mensuels des quantités d'orge distribuées, selon la même source. La commission de wilaya est composée du directeur des services agricoles (DSA), du président de la Chambre d'agriculture, du secrétaire de wilaya des pay-

sans, des présidents des conseils professionnels des filières cameline, lait, céréales et autres. L'initiative s'inscrit dans le cadre des efforts menés pour promouvoir et accompagner les éleveurs camelins dans cette région (plus de 1 300 éleveurs) affiliés à la Chambre d'agriculture de la wilaya, notamment en matière de subvention de l'aliment de bétail, a-t-on signalé. D'intenses efforts sont entrepris pour valoriser et préserver cette richesse animale et rechercher les voies de son intégration dans la dynamique de développement économique de la région. La préservation de cette richesse animale est une responsabilité «collective» et nécessite l'engagement des chameliers pour trouver des formules appropriées pour valoriser et développer ces productions, en raison de son importance en termes de génération de revenus, ont estimé des spécialistes relevant de la Direction des services agricoles de la wilaya.

N. A./APS



Blida

La peau de mouton, un patrimoine en perdition

La peau de mouton «hidouara» qui constituait autrefois une pièce maîtresse du décor dans les foyers blidéens et algériens en général et un patrimoine culturel lié à l'Aïd El Adha, n'a, aujourd'hui, plus la cote chez les femmes algériennes qui s'en débarrassent pour une raison ou une autre. La génération actuelle des mamans trouvent une difficulté à nettoyer la peau de mouton contrairement à nos aïeules qui l'ont transformée en une pièce de décor garnissant, à l'époque, les salles de séjour des foyers algériens. Première

chose à constater dans les rues, après l'évergissement des moutons, est le nombre considérable de peaux de mouton abandonnées au bord des trottoirs ou souvent jetées dans les poubelles, ce qui signifie que peu de gens pratiquent encore ce rite ancestral. En dépit de leur amour à cette pièce de décor qui leur rappelle l'enfance et la grande maison de famille, la majorité des femmes approchées à ce sujet affirment qu'elles y ont renoncé en raison du temps et d'effort que nécessitent le nettoyage et le séchage

des toisons. Le nettoyage des tripes «douara» et de la tête de mouton «bouzelouf» est déjà épuisant, a dit une femme au foyer, ajoutant qu'elle ne comptait pas utiliser la hidouara vu la difficulté du processus. Certaines familles se débarrassent de la peau de mouton par crainte de développer une allergie à cause de la laine, pendant que d'autres préfèrent un décor moderne avec des couleurs et des modèles de leur choix. En revanche, plusieurs familles de Blida s'attachent à préserver cette tradition ancestrale.

Mohamed, un père de famille de Douérat (Blida), s'est dit fier de transmettre ce patrimoine culturel à ses enfants. «Après le séchage de la peau de mouton salinée qui prend entre 15 à 20 jours, nous la lavons avec le savon et l'eau de javel et la séchons une dernière fois», a ajouté Mohamed. Malgré les appels lancés chaque année pour consacrer des endroits à la collecte des peaux des cheptels, les habitants de la ville affirment qu'ils se trouvaient dans l'obligation de les jeter dans les poubelles.

Samy Y.

Khenchela

Un comité ministériel pour l'inspection des dizaines d'écoles primaires

Un comité composé de cadres du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire avait entamé, depuis la fin de la semaine dernière, une visite d'inspection dans des dizaines d'écoles primaires de la wilaya de Khenchela, en préparation de la prochaine rentrée scolaire 2019-2020, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Ce comité, présidé par le directeur central du ministère de l'Intérieur, Djamaledine Bouchagra, accompagné de responsables locaux de wilaya, d'école, respectivement Kamel Hakas et Fawzi Araa, élu à l'Assemblée populaire communale (APC) de Khenchela, a entamé jeudi dernier sa visite d'inspection qui devrait se poursuivre après la fête de l'Aïd El-Adha, a fait savoir la même source, précisant que la visite d'inspection a pour objectif le suivi sur le terrain de l'avancement des opérations de réhabili-

tation des établissements scolaires ciblés devant être opérationnels à la prochaine rentrée scolaire. Au cours du premier jour, le comité avait inspecté, au chef-lieu de la wilaya, la cantine scolaire centrale Mansouri-Mohamed-Cherif qui fait actuellement l'objet d'une opération de restauration et les écoles primaires Abdel-Madjid-Douadi, Ibn Sina, Ménasria Amaret, Ben Ahmed, Agoun-Ahmed, Djilali-Mohamed, Emir Abdelkader et Larbi-Tebessi. Le comité devait poursuivre sa mission hier en se rendant aux écoles primaires situées dans les communes Hamma et Kais, a ajouté la même source. Les membres du comité ont également visité les chantiers de réalisation de nouveaux établissements scolaires, devant être fonctionnels «dès septembre prochain», notamment les deux groupes scolaires sur la route de Laizet et deux autres sur la route de Béghai, une école primaire au chef-lieu de wilaya et une

autre à Chechar. Le directeur central du ministère de l'Intérieur avait donné des instructions, au cours de ses visites, pour accélérer l'achèvement de tous les travaux restants dans ces établissements scolaires, en prévision de «l'ouverture de six écoles lors de la prochaine rentrée, et trois autres au cours du mois d'octobre prochain», a-t-on indiqué de même source. Cette visite de travail dans la wilaya de Khenchela s'inscrit dans le cadre d'un programme qui concerne des dizaines d'écoles primaires dont la gestion est confiée au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales dans le but de mobiliser tous les moyens humains et matériels nécessaires pour assurer une rentrée scolaire «dans les meilleures conditions». Pour rappel, une enveloppe financière de l'ordre de 600 millions DA a été mobilisée dans la wilaya de Khenchela pour la réhabilitation de 200 écoles primaires.

N. T./APS

Souk Ahras Plus de 460 contrats de travail résiliés depuis janvier dernier

UN TOTAL DE 461 contrats de travail ont été résiliés depuis janvier 2019 dans la wilaya de Souk Ahras, dans le cadre de l'assainissement du Dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (Daip), a-t-on appris du directeur de l'antenne locale de l'Agence nationale de l'emploi (Anem). Ces contrats de travail ont été résiliés au motif de confirmation dans des postes de travail pour 239 cas, démission dans 31 cas, abandon de poste pour 6 cas et résiliation de contrat par l'employeur dans 32 cas, a indiqué Abderezzak Mazour. Un contrôle «rigoureux» régit le Dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (Daip), a relevé le responsable, détaillant que des tournées périodiques de suivi sont effectuées pour arrêter «un point de situation, s'assurer du respect des termes de contrats Daip entre l'organisme employeur et le bénéficiaire du poste d'emploi». Un comité mixte composé des services de l'Agence nationale de l'emploi (Anem) et ceux de la direction du travail de la wilaya a été chargé de l'opération d'assainissement du Daip et ce, en effectuant des visites inopinées dans les lieux de travail des secteurs administratifs et économiques, a-t-on encore ajouté. Depuis le lancement du Daip en 2008 dans la wilaya de Souk Ahras et jusqu'à la fin du mois de juillet de l'année en cours, 12 801 contrats de travail ont été résiliés, dont 4 504 pour confirmation, 2 237 par l'organisme employeur, 1 712 démissions et 1 947 abandons de poste, a ajouté le responsable. Ces résiliations concernent également le cumul de fonction dans 15 cas et la création de micro-entreprises pour 70 cas, a souligné la même source.

R. R.

Présidentielle en Tunisie

L'organisation de débats électoraux sera supervisée par la Haica

■ L'organisation de débats entre les candidats à l'élection présidentielle anticipée en Tunisie doit répondre à des conditions précises, selon Hichem Snoussi, membre de la Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle (Haica).

Par Sara B/APS

«**L**a Haica cherche justement à inscrire cette question dans la décision conjointe avec l'Instance supérieure indépendante pour les élections», a déclaré M. Snoussi à l'agence de presse TAP, précisant que la Haica supervisera ces débats conformément aux usages dans les autres pays. Concernant l'Association Munadhara Initiative qui avait annoncé son intention d'organiser des débats publics entre les candidats à l'élection présidentielle, M. Snoussi a tenu à préciser que cette question n'est pas ouverte à tous, affirmant que la Haica n'a pas été contacté à ce propos. «Il est d'usage que les médias publics et privés soient associés à ces débats», a-t-il relevé. Les débats doivent répondre aux critères de l'égalité et la neutralité entre les candidats, en plus du respect du temps accordé aux questions et aux réponses sans intervention du modérateur. Jeudi dernier, Munadhara Initiative a annoncé le lancement de son programme «Tunisia Decides 2019». Il s'agit d'une initiative de débats arabes ouverts à tous les médias visant à mettre en place un forum indépendant qui s'intéresse au monde arabe. L'association a indiqué que des débats électoraux seront organisés et diffusés sur des médias audiovisuels en Tunisie et à l'étranger pour permettre aux candidats aux élections présidentielle et législatives de faire connaître leurs programmes.

Plus de 65 candidatures rejetées pour vice de forme

Sur un total de 97 candidats à l'élection présidentielle anticipée de septembre prochain en Tunisie, 31 seulement ont présenté les parrainages nécessaires, a fait savoir Farouk Bouasker, membre de l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE). «Vingt prétendants à l'élection présidentielle sont parvenus à réunir des parrainages populaires alors que onze candidats avaient obtenu des parrainages parlementaires», a-t-il indiqué à l'agence tunisienne Tap. «Il y a 41 candidats seulement qui ont déposé une caution financière de 10 000 dinars. Parmi eux, dix postulants ont présenté une caution financière

mais leurs dossiers manquaient les parrainages nécessaires», a-t-il ajouté. «Plus de 65 dossiers de candidature ont été rejetés pour vice de forme en raison de l'absence d'une caution financière et des parrainages nécessaires», a-t-il, en outre, assuré. L'Instance électorale a enregistré 97 candidatures au scrutin présidentiel du 15 septembre 2019. Ouvert le 2 août, le dépôt des candidatures a été clôturé vendredi 9 août à 18h. Farouk Bouasker avait rectifié le nombre final de candidats à la magistrature suprême, assurant que l'Instance en a enregistré 97 et non pas 98.

S. B./APS



Libye

Tirs sur l'aéroport de Mitiga, le trafic aérien suspendu «jusqu'à nouvel ordre»

Des tirs de roquettes ont visé dimanche l'aéroport de Mitiga, le seul fonctionnel de la capitale libyenne, au premier jour d'une trêve temporaire à Tripoli, théâtre depuis plus de quatre mois de combats entre les forces gouvernementales et les troupes loyales au général à la retraite Khalifa Haftar. Situé à quelques kilomètres à l'est de la capitale, Mitiga se trouve dans la zone contrôlée par le Gouvernement d'union nationale (GNA), basé à Tripoli. «L'aéroport de Mitiga a été la cible de tirs au matin du premier jour de l'Aïd al-Adha», a indiqué la direction de l'aéroport sur Facebook. Le trafic aérien a été suspendu «jusqu'à nouvel ordre», a ajouté la direction, qui a diffusé des photos montrant des colonnes de fumée à quelques mètres de la piste où sont stationnés les avions. Les belligérants se sont mutuellement accusés d'avoir violé l'accord d'une trêve temporaire réclamée par l'ONU durant l'Aïd al-Adha, une fête qui a commencé dimanche et s'est poursuivie jusqu'à hier en Libye. Khalifa Haftar a lancé le 4 avril des hostilités pour conquérir Tripoli, siège du GNA, reconnu par l'ONU. Après plus de

quatre mois d'affrontements meurtriers, les forces de Haftar stagnent aux abords de la capitale, freinées par les forces loyales au GNA. Des chaînes de télévisions libyennes ont fait état d'échanges de tirs dimanche dans le secteur de la route de l'aéroport international de Tripoli, fermé et gravement endommagé en 2014 par des combats. Par ailleurs, l'opération des forces pro-GNA «Volcan de la colère» a accusé les forces pro-Haftar de «violation de la trêve (...) après la chute de roquettes dans le quartier de Soug al-Jomaa» dans l'est de Tripoli. Trois personnes qui se trouvaient dans un abattoir ont été blessées, a-t-elle indiqué sur sa page Facebook. Il n'y a eu aucune confirmation sur l'origine des tirs. Dans la nuit de vendredi à samedi, le GNA avait dit «accepter une trêve humanitaire pour les jours de fête d'Al-Adha». Les forces pro-Haftar avaient également annoncé souscrire à la trêve, annonçant «l'arrêt de toutes les opérations militaires dans la banlieue de Tripoli» de samedi à lundi. Ancienne plateforme militaire utilisée pour le trafic civil en remplacement de l'aéroport international de Tripoli, Mitiga est fréquem-

ment visé par des tirs depuis le début de l'offensive de Haftar.

Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a condamné l'attentat à la voiture piégée perpétré à Benghazi, en Libye, qui a coûté la vie à deux membres du personnel de l'ONU. «Le Secrétaire général condamne avec la plus grande fermeté l'attentat à la voiture piégée perpétré aujourd'hui à Benghazi, en Libye. Deux collègues des Nations unies ont été tués dans cet attentat et trois autres font partie des blessés», a déclaré le porte-parole de M. Guterres, Stéphane Dujarric. «Le Secrétaire général présente ses plus sincères condoléances aux familles endeuillées et souhaite un prompt rétablissement à tous les blessés. Il appelle les autorités libyennes à ne ménager aucun effort pour identifier et traduire rapidement en justice les auteurs de cet attentat», indique le communiqué. «Le Secrétaire général appelle toutes les parties à respecter la trêve humanitaire pendant l'Aïd al-Adha et à retourner à la table des négociations pour construire l'avenir pacifique que mérite le peuple libyen», poursuit le communiqué. Farid M.

Mauritanie

Un nouveau gouvernement inscrit dans la continuité

Le Premier ministre du nouveau président mauritanien, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, a désigné les membres de son gouvernement, qui conserve à des postes clés des figures de l'exécutif de l'ancien président Mohamed Ould Abdel Aziz et fait la part belle à des techniciens fidèles au parti au pouvoir. Une semaine après sa désignation, le Chef du gouvernement, Ismail Ould Bedda Ould Cheikh Sidiya, a rendu publique la liste des membres de son cabinet, composé de 25 ministres (dont cinq femmes, contre sept dans l'équi-

pe sortante) et de deux commissaires du gouvernement, chargés des droits de l'homme et de la sécurité alimentaire. Six ministres du gouvernement sortant font partie de la nouvelle équipe, dont quatre conservent leur portefeuille, parmi les plus importants : Ismail Ould Cheikh Ahmed aux Affaires étrangères, Nani Ould Chrougha à la Pêche, Sidi Ould Salem à l'Enseignement supérieur et Mohamed Ould Abdel Vetah au Pétrole, selon un décret présidentiel. Le nouveau ministre de la Défense est le général Hanena Ould Sidi qui a dirigé la

force du G5 Sahel pendant un an. Il a été remplacé en juillet par le général nigérien Oumarou Namata Gazama. Le Premier ministre sortant, Mohamed Salem Ould Bechir, conserve le rang de ministre mais dépendra directement du chef de l'Etat en tant que Secrétaire général de la présidence de la République. Plusieurs ministres au profil de technicien sont issus d'organisations intergouvernementales comme la Banque mondiale ou l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS). Les membres du cabinet sont connus pour leur fidéli-

té à l'Union pour la République (UPR, le parti présidentiel). L'opposition islamiste ou proche des quatre candidats battus lors de la présidentielle du 22 juin, qui avaient contesté la victoire de M. Ghazouani, n'en font pas partie. Pas plus que d'ex-opposants ayant rallié M. Ghazouani pendant la campagne électorale. Alors que le nouveau président s'est engagé, lors de sa prestation de serment le 1^{er} août, à lutter contre les «disparités sociales», six de ses ministres sont issus de la communauté haratine (descendants d'esclaves de maîtres arabo-ber-

bères, dont ils partagent la culture), dont le ministre de la Justice, Heimoud Ould Ramdhane, et celui de l'Intérieur, Mohamed Salem Ould Merzoug. La Mauritanie, qui n'a plus subi d'attentat jihadiste depuis 2011, connaît en revanche des fractures sociales persistantes entre communautés arabo-berbère, haratine et afro-mauritanienne, généralement de langue maternelle d'ethnies subsahariennes, et son bilan en matière de droits de l'homme est régulièrement épinglé par les ONG.

R. M.



Yémen

Les séparatistes du sud adoptent un ton conciliant après des combats meurtriers

■ Après les violences de la semaine dernière, la fête musulmane d'al-Adha semble avoir calmé les esprits dans le sud du Yémen, où le chef séparatiste Aidarous al-Zoubaidi s'est dit prêt à respecter un cessez-le-feu et à participer à une réunion de paix en Arabie saoudite.

Par Rosa C.

Aucun combat n'a été signalé ces dernières 24 heures dans la grande ville méridionale d'Aden, théâtre d'affrontements meurtriers entre combattants séparatistes et forces gouvernementales, et M. Zoubaidi, président du Conseil de transition du sud (STC, séparatiste), a adopté un ton plutôt conciliant dimanche soir.

Dans un discours télévisé, il a affirmé que les actions de ses partisans à Aden se bornaient à «de la légitime défense». «L'autre camp avait un plan caché visant à assassiner nos chefs, provoquer nos partisans et en finir avec nous», selon lui.

Séparatistes et soldats gouvernementaux sont pourtant théoriquement alliés dans une coalition menée par l'Arabie saoudite qui combat depuis 2015 les rebelles Houthis, soutenus par l'Iran et qui sont maîtres de vastes régions du nord, dont la capitale Sanaa.

Tôt dimanche, l'Arabie saou-

dite avait mené une frappe aérienne contre au moins une position des séparatistes à Aden afin d'obtenir le retrait de leurs combattants de plusieurs casernes et du palais présidentiel qu'ils avaient conquis la veille. Dans son discours, M. Zoubaidi a même renouvelé sa confiance en l'Arabie saoudite, en tant qu'allié «fort et fidèle», et réitéré son engagement à respecter le cessez-le-feu accepté samedi soir.

Il s'est aussi dit «prêt» à participer à une réunion de paix convoquée par le royaume saoudien.

De son côté, le gouvernement yéménite, très affaibli, a dénoncé dès les premiers combats un «coup de force» et un «coup d'Etat».

Le président Abd Rabbo Mansour Hadi, réfugié depuis 2015 en Arabie saoudite, a été reçu successivement dimanche par le roi Salmane et le prince héritier Mohammed ben Salmane, a indiqué l'agence saoudienne SPA.

Les combats à Aden fragili-

sent la coalition antirebelles au Yémen : l'Arabie saoudite soutient M. Hadi tandis que les Emirats arabes unis, l'autre pilier de cette coalition, ont formé une force, nommée «Cordon de sécurité», qui est liée aux séparatistes du STC.

L'ONU a fourni un bilan de 40 morts et de 260 blessés, dont de nombreux civils, dans les combats qui se sont étalés sur plusieurs jours. Médecins sans frontières (MSF) a indiqué avoir traité 119 blessés en 24 heures dans un de ses hôpitaux d'Aden.

En raison de la guerre qui fait rage entre les Houthis et le camp antirebelles, le Yémen connaît déjà la pire crise humanitaire au monde, selon l'ONU. Près de 80% de la population totale, soit 24,1 millions de personnes, ont besoin d'assistance, d'après la même source.

Le Yémen du Sud était un Etat indépendant jusqu'en 1990. Dans le sud existe toujours un fort ressentiment contre les Yéménites originaires du nord, accusés d'avoir imposé par la force l'unification du pays.

Ce n'est pas la première fois que les séparatistes du sud s'opposent aux unités loyales au pré-



PH. A. D. R.

sident Hadi. En janvier 2018, des combats entre les deux camps avaient fait au moins 38 morts.

Mais les circonstances du déclenchement des hostilités mercredi dernier entre séparatistes et unités gouvernementales restent floues. Des responsables séparatistes ont accusé le parti islamiste yéménite Al-Islah d'avoir tué un de leurs commandants. Selon eux, Al-Islah a «infiltré» le gouvernement Hadi, tenu à bout de bras politiquement et financièrement par l'Arabie saou-

dite.

Le vice-ministre saoudien de la Défense, Khalid ben Salmane, l'un des fils du roi, a réaffirmé le soutien de Ryad au «gouvernement légitime du Yémen».

Il a souligné la nécessité de «préserver l'unité et la stabilité» dans un pays confronté au risque d'une «guerre civile», d'après les termes d'un rapport du centre de réflexion International Crisis Group (ICG). R. C.



Commentaire

Challenger

Par Fouzia Mahmoudi

Donald Trump est, comme beaucoup de ses prédécesseurs avant lui à la Maison-Blanche, candidat à sa propre réélection à la tête des États-Unis. Pourtant, ce qui marque les esprits est la défiance d'une partie des Républicains à son égard et même la volonté de certains de défier le président américain en tentant de l'empêcher d'être le candidat officiel du parti conservateur pour la prochaine élection de 2020. C'est le cas notamment de Bill Weld, qui veut défier Trump aux primaires républicaines et qui n'hésite pas à l'attaquer brutalement en dénonçant le «racisme» du président milliardaire, estimant qu'il pourrait signifier la fin du parti conservateur américain. Il veut aider les employés sous-payés, défendre l'environnement et unifier les Américains, mais Bill Weld, 74 ans, ancien gouverneur du Massachusetts, est peut-être le candidat qui a le moins de chance de se présenter au scrutin présidentiel, face à l'imposante machine électorale de Donald Trump qui a déjà le soutien total de son parti. En marge d'un meeting électoral lors d'une grande fête foraine à Des Moines, dans l'Iowa, Weld a lancé un avertissement sévère aux républicains. «Si le Parti républicain à Washington ne désavoue pas expressément ses tirades racistes, ils risquent une défaite massive en 2020», a-t-il prédit à la presse. Le président, a-t-il ajouté, a du sang sur les mains après la fusillade d'El Paso, au Texas, qui a fait 22 morts le week-end dernier, car le manifeste raciste du tireur «semble directement inspiré par les discours de Trump». «Donc, oui, je le lie spécifiquement à la tuerie d'El Paso, mais aussi plus largement à l'atmosphère qui conduit à toutes ces tueries», a-t-il ajouté. Donald Trump et ses conseillers ont décidé de «diviser le pays de toutes les façons possibles», en instillant colère et haine chez les Américains. «C'est la direction contraire de celle que nous devons prendre», a-t-il proclamé. Bill Weld, qui est proche des libertariens, vigoureusement opposés à toute forme d'intervention de l'État fédéral, a exprimé des positions étonnamment progressistes. «Les riches sont trop riches, les pauvres sont trop pauvres, et ce n'est pas bon pour la cohésion sociale», a-t-il dit. Il s'est moqué des positions de Donald Trump sur le changement climatique, qu'il qualifie de «canular», et s'est insurgé contre «l'inhumanité» du président américain sur les questions d'immigration. Pendant son meeting électoral devant quelques dizaines de spectateurs, Bill Weld a qualifié Trump de faux républicain. «Car il n'est pas pour la rigueur budgétaire». Bill Weld a cependant très peu de chance d'obtenir la nomination de son parti pour le scrutin présidentiel : selon un sondage réalisé en marge de la foire de Des Moines, où s'est aussi tenue une vingtaine de candidats démocrates, Donald Trump recevait 97% des intentions de vote des républicains. Le président américain n'a donc pour le moment pas grand-chose à craindre de ses adversaires républicains, les électeurs conservateurs étant ainsi largement satisfaits du premier mandat de Trump feront certainement beaucoup lors de cette campagne présidentielle pour faire en sorte que leur candidat continue à occuper la fonction suprême. F. M.

Hong Kong

Manifestation à l'aéroport, tous les vols annulés

L'aéroport de Hong Kong a pris hier la décision rarissime d'annuler tous ses vols après que des milliers de manifestants eurent envahi son hall des arrivées pour protester contre les violences policières commises dans le cadre de la mobilisation sans précédent qui embrase l'ex-colonie britannique.

La fermeture du huitième aéroport international le plus fréquenté au monde, connu pour sa remarquable efficacité, a été annoncée alors que le gouvernement central chinois a dit voir «des signes de terrorisme» dans cette contestation dans sa région semi-autonome.

La décision de l'autorité aéroportuaire, et les propos de la Chine, survenus à 10 minutes d'intervalle, sont le signe d'une nouvelle escalade dans une crise politique qui dure depuis début juin, et qui est la plus grave à Hong Kong depuis la rétrocession du territoire à la Chine en 1997.

Voilà quatre jours que l'aéroport, qui a accueilli 74 millions de passagers en 2018, est le théâtre d'un sit-in pacifique de milliers de manifestants qui cherchent par cette action originale à sensibiliser les voyageurs à leur

cause. Mais après dix week-ends consécutifs de manifestations dans le territoire, qui a de nouveau été émaillé de graves violences entre radicaux et forces de l'ordre, le nombre de manifestants a nettement augmenté hier à l'aéroport, où ils étaient plus de 5 000, selon la police.

«Les opérations aéroportuaires sur l'aéroport international de Hong Kong ont été gravement perturbées du fait des rassemblements publics à l'aéroport aujourd'hui», a annoncé l'autorité aéroportuaire dans un communiqué.

«A l'exception des vols au départ dont l'enregistrement est terminé et des vols à l'arrivée qui sont déjà en route pour Hong Kong, tous les autres vols ont été annulés pour le reste de la journée».

Ce n'est pas la première fois que les vols sont suspendus à l'aéroport de Hong Kong. Mais ce sont en général des typhons qui entraînent de telles mesures radicales.

Kong Wing-cheung, un responsable des relations publiques de la police, a affirmé lors d'une conférence de presse que les manifestants, qui demeuraient jusqu'alors dans le hall des arrivées, étaient allés

dans le hall des départs.

Initialement ciblée début juin dans le rejet d'un projet de loi qui aurait autorisé les extraditions vers la Chine, la mobilisation à Hong Kong a considérablement élargi ses revendications, désormais centrée sur la dénonciation d'un recul des libertés et des ingérences de la Chine.

En vertu du principe «Un pays, deux systèmes» qui avait présidé à la rétrocession, Hong Kong jouit de libertés inexistantes ailleurs en Chine continentale, et ce jusqu'en 2047. Mais certains Hongkongais ont le sentiment que Pékin piétine de plus en plus leurs libertés.

La mobilisation a ces dernières semaines donné de plus en plus lieu à des violences et Pékin a musclé son discours et ses menaces d'intervention. Et un nouveau palier a été franchi hier.

«Les manifestants radicaux de Hong Kong ont à plusieurs reprises eu recours à des objets extrêmement dangereux afin d'attaquer des policiers, ce qui constitue déjà un crime grave et révèle de premiers signes de terrorisme», a accusé à Pékin le porte-parole du Bureau des affaires de Hong Kong et Macao, Yang Guang.

Salon des bijoux de Ath Yenni

Un nombre important de participants et visteurs attendu

■ La fête des bijoux organisée chaque année à Tizi Ouzou est annulée. Cependant, les artisans du village Ath Yenni organisent, en collaboration avec l'Association des artisans bijoutiers de cette région, le premier salon dédié aux bijoux. Cet événement, qui aura lieu du 17 au 22 août, met en valeur le patrimoine de la région en matière de bijoux et d'accessoires artisanaux. Un bon nombre d'artisans est attendu lors de cette première édition, annoncent les organisateurs.



Par Abia Selles

L'annulation de la fête des bijoux qui s'organise chaque année à Tizi Ouzou n'a pas laissé les artisans indifférents. En effet, un premier Salon des bijoux s'organise cette année à Ath Yenni. Prévu du 17 au 22 août courant, cet événement se veut une manière de mettre en valeur la patrimoine artisanal de

la région en matière de bijoux et encourager les jeunes artisans à plus de production et de créativité. Organisé par l'Association des artisans bijoutiers en collaboration avec les artisans d'Ath Yenni, cet événement se veut aussi un espace d'échange entre les artisans et une occasion pour commercialiser leurs produits.

Cette première édition du Salon des bijoux d'Ath Yenni

sera marquée par une forte participation d'artisans et bijoutiers de la région, annoncent les organisateurs. Des jeunes et des artisans ayant une longue expérience dans ce domaine prendront part à cet événement qui attire beaucoup de touristes. D'ailleurs, les artisans de cette région sont connus par leur professionnalisme et une créativité hors pair, tout en préservant l'authenticité de ce patrimoine

ancestral. C'est aussi un héritage familial que les enfants apprennent de leurs parents, la fierté des habitants de cette commune qui représente son symbole le plus distinctif et les bijoux de cette région sont très recommandés pour les mariées. «Ce salon est très important pour nous. Non seulement sur le plan commercial mais aussi sur le plan culturel. Notre région est très connue pour la beauté de

ses bijoux et beaucoup de clients viennent spécialement ici pour les acheter», déclare un artisan de la région. «La nécessité d'un tel salon dans notre région réside dans la valorisation et la protection de ce patrimoine», déclare un autre. «Les bijoux d'Ath Yenni sont de valeur importante pour chaque femme kabyle. La mariée qui les porte incarne l'authenticité et l'honneur de la région».

Il faut savoir que les bijoux de Ath Yenni sont porteurs des symboles kabyles avec des couleurs qui varient entre bleu, vert et rouge. Il y a aussi des bijoux en corail qui attirent beaucoup les étrangers et les passionnés des bijoux traditionnels. La particularité des bijoux de cette région sont aussi les techniques utilisées dans le travail, la beauté du travail et les symboles des moindres détails réalisés dans chaque œuvre. **A. S.**

AGEND'ART

Galerie d'Arts Mohamed-Racim (5, avenue Pasteur, Alger)

Jusqu'au 18 août :
Exposition de peinture avec l'artiste Abdelmadjid Guemroud.

Hôtel Méridien d'Oran Samedi 17 août à 22h :
Concert de Lila Borsali et du musicien Mohamed Rouane.

Samedi 24 août à 20h :
Concert de Manal Gherbi.

Stade du 20-Août (Alger) Le 22 août :
L'Onda organise un concert de Soolking.

Opéra d'Alger Boualem-Bessaih (Ouled Fayet, Alger) Mercredi 21 août à partir de 21h :
Concert musical animé par le chanteur Djam.

Esplanade du port d'Azeffou (Tizi-Ouzou) Vendredi 23 août à 20h :
Concert de Mohamed Allaoua. Billets disponibles à partir du 20 août au port d'Azeffou.

Musée d'art moderne d'Oran Jusqu'au 31 août :
Exposition de l'artiste Rahim Sadek.

Galerie d'Arts Le Paon (Centre des arts de Riadh El-feth, niveau 104, local 1B32, El-Madania, Alger) Du 21 septembre au 20 octobre :
Exposition «Convergence» de l'artiste Mohamed Krour.

Vernissage le samedi 21 septembre à partir de 15h.

Jean-Pierre Mocky

Le plus fantasque des réalisateurs français est mort

Il fut bien plus que la grande gueule que les chaînes de télévision françaises adoraient inviter sur leurs plateaux pour stimuler les débats sur le cinéma ou la société. Il fut peut-être le plus inventif, le plus prolifique, le plus anarchiste des réa-

lisateurs français. Il sauva, en son temps, l'honneur du cinéma comique populaire. Il fut l'unique et infatigable inventeur d'une sorte de série B nationale. Sa place dans l'histoire du cinéma a été singulière, à la fois au centre et dans les marges, sans que

ces qualités soient chez lui contradictoires ; elles étaient au contraire cumulées, confondues. Ce fut un paradoxe vivant. Jean-Pierre Mocky est mort le 8 août, et ses obsèques se sont déroulées hier à 10h30 dans l'église Saint-Sulpice à Paris.

Encouragé par Pierre Fresnay, il suit les cours de Louis Jouvet au Conservatoire d'art dramatique à Paris. Sa belle gueule aurait pu en faire un authentique jeune premier, mais le cinéma français de cette époque vit sur la gloire des vedettes du passé (Jean Gabin, Fernandel, Pierre Fresnay) et ne sait que faire de la plupart de ses nouveaux comédiens. Il tente alors sa chance en Italie, et Antonioni lui confie peut-être le rôle le plus important de sa carrière d'acteur, dans son sketch *Sans amour* dans *Les Vaincus* (Il Vinti), en 1953.

En 1959, il signe son premier long-métrage, *Les Dragueurs*, racontant la dérive de deux hommes, incarnés par Jacques Charrier et Charles Aznavour, en quête de femmes à séduire dans

les rues de Paris. La liberté de ton du film, son romantisme secret, le choix d'un «petit sujet» vaguement autobiographique auraient pu le ranger du côté des cinéastes de la Nouvelle Vague, la plupart issus de sa génération. Suivront d'ailleurs, dans la même veine, en 1960, *Un couple*, sur un scénario de Raymond Queneau et, en 1963, *Les Vierges*, sur le sujet, alors considéré comme scabreux, de la virginité des jeunes filles, un film conçu comme une sorte de suite des *Dragueurs*. Il embauche Bourvil pour lui donner le premier rôle dans un film sur des pilleurs de troncs d'église, *Un drôle de paroissien*, en 1963. C'est le succès. Il retrouve l'acteur dans *La Grande Lessive* (!) en 1968, dénonciation de la dépendance à la télévision, et dans *L'Étalon*, en 1970.

La censure gaulliste, inquiète, s'intéresse parfois à lui, mais le public, ravi de voir ses vedettes préférées dans des rôles inhabituels et de réjouissants jeux de massacre, se précipite pour voir ses films. **R. C.**

Sculpture

L'artiste grec Takis n'est plus

L'artiste aux œuvres marquées par le métal, le magnétisme et l'électricité, s'est éteint à l'âge de 94 ans. L'artiste grec Takis est mort à Athènes, à 94 ans. La rétrospective que lui consacre actuellement la Tate Modern, à Londres, est la preuve la plus récente de l'importance de son œuvre, exemplaire de la seconde moitié du XX^e siècle. Quand il naît, le 25 octobre 1925, dans une banlieue d'Athènes, Takis se nomme Panayiotis Vassilakis. Sa famille, autrefois aisée, a grandement souffert de ce que la Grèce appelle la grande catastrophe : la défaite de son armée, en 1921,

contre les armées turques et l'expulsion des populations chrétiennes d'Asie mineure. Durant la Seconde Guerre mondiale, l'adolescent entre dans la résistance contre l'occupation de son pays par les forces nazies et fascistes. La guerre finie, il s'initie aux arts en autodidacte, sa famille ne l'encourageant pas dans cette voie. Des reproductions lui révélant Picasso et Giacometti, il s'es- saie à exécuter des bustes en plâtre et apprend le travail du fer dans une forge. En 1952, il réalise sa première œuvre de grande taille, *Quatre Soldats*, citation explicite de Giacometti.

R. C.



Sampdoria Gênes
Mehdi Leris engagé ?

DANS LE VISEUR de SPAL c'est la Sampdoria de Gênes qui a réussi à convaincre le Chievo Verone de céder le Franco-Algérien Mehdi Leris.

Le joueur de 21 ans effectuera demain sa visite médicale avant de signer son contrat. La Sampdoria a payé 2,5 millions d'euros plus des bonus pour convaincre le club de Chievo de lui céder le joueur et ainsi devancer la SPAL.

Rappelons que Leris a joué la saison dernière 22 rencontres avec le Chievo à plusieurs postes, lui qui est un meneur de jeu de formation.

Etoile du Sahel
Aribi marque face au Hafía

L'ATTAQUANT ALGÉRIEN Karim Aribi n'a eu besoin que d'une minute pour ouvrir son compteur but cette saison. En effet, l'attaquant de l'Etoile du Sahel a trouvé la faille après seulement 68 secondes contre le Hafía Conakry lors du premier tour de la Ligue des Champions de la CAF.

Sous une pluie torrentielle au Stade du 28-Septembre de Conakry, Aribi a repris un corner

de la tête à la deuxième minute de jeu pour ouvrir le score. Les hôtes ont répondu par deux buts pour remporter la rencontre (2-1) et prendre un léger avantage avant le match retour à Sousse.

Arrivée en Tunisie en janvier dernier, Aribi a inscrit 7 buts toutes compétitions confondues la saison dernière, dont un but en finale de la Coupe arabe contre Al-Hilal.

Tennis/Tournoi ITF/WTT Las Palmas
Ibbou sort en demi-finales



LA JOUEUSE DE TENNIS algérienne Ines Ibbou a été éliminée en demi-finales du Tournoi international ITF/WTT «Gran De Canaria», en s'inclinant face à la Suisse Leonie Kung, tête de série N.8, en deux sets (3-6, 1-6), samedi à Las Palmas (Espagne).

Kung affrontera en finale, l'Égyptienne Miar Sherif, tête de série N.6, qui s'est imposée

devant la Française Amandine Hesse, tête de série N.2, en trois sets (7-5, 3-6, 6-4).

Ibbou s'était qualifiée au dernier carré en sortant l'Allemande Sarah Rebecca Sekulic en deux sets (6-2, 6-1).

Doté d'un prize-money de 25 000 USD, ce tournoi pro-féminin se déroule sur les courts en terre battue du club «Open Gran Canaria Nosolotenis».

Coupe de la CAF/CRB-AS Coton (2-0)

Le Chabab réussit l'essentiel en attendant le retour

■ Le CR Belouizdad a pris une option pour la qualification au prochain tour de la Coupe de la Confédération africaine de football (CAF), en battant le club tchadien de l'AS Coton (2-0) samedi soir au stade 5-Juillet d'Alger, dans le cadre du tour préliminaire (aller).

Par Mahfoud M.

Comme il fallait s'y attendre, les «Rouge et Blanc» ont entamé la rencontre sur de bonnes bases, en assiégeant le camp adverse, dans l'espoir de prendre rapidement l'avantage. Après quelques tentatives infructueuses, le CRB est parvenu à concrétiser sa domination en ouvrant le score par l'entremise du nouvel attaquant Ahmad Gasmi (22'). Suite à un excellent travail individuel d'Amir Sayoud, ce dernier sert sur un plateau l'ancien baroudeur du NA Hussein-Dey qui ne s'est pas fait prier pour battre le gardien de but tchadien.

Une réalisation qui a complètement libéré les gars de Laâkiba, qui ont appuyé dès lors sur le champignon pour se mettre à l'abri et faire le break, mais le secteur offensif a manqué terriblement de lucidité devant les buts. Ni Djerrar, ni Tabti, encore moins Gasmi, n'ont réussi à assommer les Tchadiens, bien regroupés en défense.

En seconde période, l'entraîneur du CRB, Abdelkader Amrani, a fait un changement tactique en incorporant trois joueurs à vocation offensive : Bousseiliou, Bechou et Bellahouel, dans l'objectif de renforcer une attaque mal inspirée.

Une stratégie payante, puisqu'elle a permis au Chabab de faire le break grâce à l'inévitable Sayoud, qui a repris de la tête un centre en retrait du capitaine Chamseddine Nessakh (81').

Le CRB a assuré l'essentiel en remportant cette première manche, même s'il y avait place à une victoire plus large. Sur le plan de jeu, les supporters belouizdadis présents dans l'enceinte olympique ont été régals,



Les gars de Laâkiba débutent bien.

ce qui est de bon augure en vue du reste du parcours.

Au cours de cette rencontre, le coach du Chabab Abdelkader Amrani a aligné d'entrée trois de ses nouvelles recrues : il s'agit de l'attaquant Ahmad Gasmi (NA Hussein-Dey), du milieu offensif Larbi Tabti (USM Bel-Abbès) et du gardien de but Gaya Merbah (NAH Hussein-Dey).

Avec deux buts d'avance, le CRB est appelé à rester vigilant et surtout confirmer cette victoire au stade de Ndjama, à l'occasion de la seconde manche décisive prévue le vendredi 23 août.

Carton plein pour les représentants algériens

Les autres représentants algériens engagés dans les deux compétitions africaines inter-clubs de football, n'ont pas été aussi en reste puisqu'ils ont réussi leur entrée en lice, en s'imposant dans la première manche du tour préliminaire de la Ligue des champions et de la Coupe de la Confédération.

L'USM Alger, championne d'Algérie, a montré la voie vendredi en s'imposant en déplacement face au club nigérien de l'AS Sonidep (2-1), grâce à un doublé salutaire de Zakaria

Benchaâ en Ligue des champions. Menés au score à la mi-temps sur penalty, les Algérois ont trouvé des ressources après la pause pour renverser la vapeur et décrocher un succès précieux, en vue de la seconde manche prévue au stade 5-Juillet d'Alger.

La JS Kabylie, l'autre représentant algérien en C1, a assuré l'essentiel en l'emportant petitement face à la formation soudanaise d'Al-Merikh (1-0) au stade de l'Unité maghrébine de Béjaia, grâce à un but signé la nouvelle recrue Réda Bensayah (43'). Le vice-champion d'Algérie est appelé à sortir le grand jeu en match retour à Oum Dourman pour espérer poursuivre son aventure en Ligue des champions qu'il retrouve après 9 ans d'absence.

En Coupe de la Confédération africaine, le Paradou AC a impressionné pour ses débuts historiques sur le plan continental, en battant avec facilité le club guinéen de l'IC Kamsar (3-0).

Les «Académiciens» ont déroulé devant les gradins vides du stade olympique du 5-Juillet, parvenant à prendre une sérieuse option pour la qualification pour le prochain tour de l'épreuve. **M. M.**

NA Hussein-Dey

Le Nasria souhaite recevoir la JSK à Bologhine

Le mach qui opposera le Nasr d'Hussein-Dey à la JS Kabylie pour le compte de la première journée de la Ligue 1 Mobilis sera délocalisé. Alors qu'il devait avoir lieu au stade du 20-Août, son fief traditionnel, il sera déplacé au stade de Bologhine qui appartient à l'USMA, en raison des travaux de la pose du tartan au stade du Ruisseau. La direction du Nasria a bien étudié la question et avait le choix entre ce stade et celui du 1^{er} Novembre d'El Harrach,

mais ce dernier ne peut être homologué en raison de l'absence d'éclairage, alors que les responsables du football national ont demandé à ce que les matchs se déroulent en soirée en été en raison de la forte chaleur qui règne, ce qui fait que l'éclairage devra être une obligation. Cela ne devrait pas poser trop de problèmes pour les Nahdistes qui seraient prêts à jouer sur ce terrain et souhaitent débiter la saison de la meilleure manière possible.

Pour ce qui est du mercato, la direction des Sang et Or avait engagé sa dernière recrue avec l'ancien défenseur du MOB, Baouali, ce qui a suscité l'incompréhension chez les supporters vu que ce dernier est âgé de 32 ans et évoluait la saison dernière au RC Boumerdès. D'aucuns pensent qu'il ne pourra apporter aucun plus à l'effectif et qu'il aurait mieux valu compter sur des jeunes qui peuvent assurer la relève, après le départ de cer-

tains cadres. Pour ce qui est de la préparation, le coach, Rezeki Remane, pense que son équipe s'est bien préparée lors du stage à Beni Saf où l'équipe avait joué six matchs amicaux. Certes, les résultats n'étaient sans pas doute au rendez-vous, mais le plus important pour le coach est que ses joueurs se sont donnés à fond et il y a eu une légère amélioration depuis le premier match amical. Le driver du Nasria affirme qu'il a déjà en tête l'équipe qui devrait

démarrer la saison avec ce premier match face à la JSK au moins à 80%. «Certes, il reste quelques réglages, mais je peux vous dire que les joueurs sont prêts à donner le meilleur d'eux-mêmes», a avoué Remane qui souhaite remporter ce premier match pour emmagasiner la confiance en attendant les prochains matchs que disputera sa jeune équipe qui a besoin encore de beaucoup de travail pour être à la hauteur. **M. M.**

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Etats-Unis

Six blessés dans une fusillade lors d'une fête de quartier à Chicago

SIX PERSONNES ont été blessées dimanche lorsqu'un tireur a ouvert le feu sur une foule de plus de 100 personnes lors d'une fête de quartier dans l'ouest de Chicago, a rapporté hier la chaîne américaine CBS.

Elles ont toutes été hospitalisées et leur vie ne semble pas en danger, selon les autorités locales.

Plusieurs altercations ont eu lieu lors de ce rassemblement, puis quelqu'un a commencé à

tirer depuis une berline de couleur claire. La police est intervenue à 2h47 heure locale et découvert les six blessés : un homme de 25 ans et cinq femmes de 27 à 38 ans.

Chicago a connu le pire week-end en matière de violence armée depuis le début de l'année au cours duquel sept personnes ont été tuées et 52 autres blessées dans une série de fusillades.

Yanis H.

Turkménistan

Le président réapparaît et dément les rumeurs sur sa mort

LE PRÉSIDENT du Turkménistan a donné lundi le coup d'envoi d'un forum économique sur les rives de la Caspienne, qui borde ce pays très fermé d'Asie centrale, faisant sa première apparition publique depuis la diffusion de rumeurs sur sa mort le mois dernier.

«Mes félicitations pour le début du Premier forum économique de la Caspienne», a déclaré Gurbangouly Berdimoukhamedov, en s'adressant aux chefs des gouvernements russe, azerbaïdjanais et kazakh et au vice-président iranien, réunis dans la station balnéaire turkmène d'Avaza.

Son discours était diffusé en direct aux journalistes présents pour couvrir l'événement.

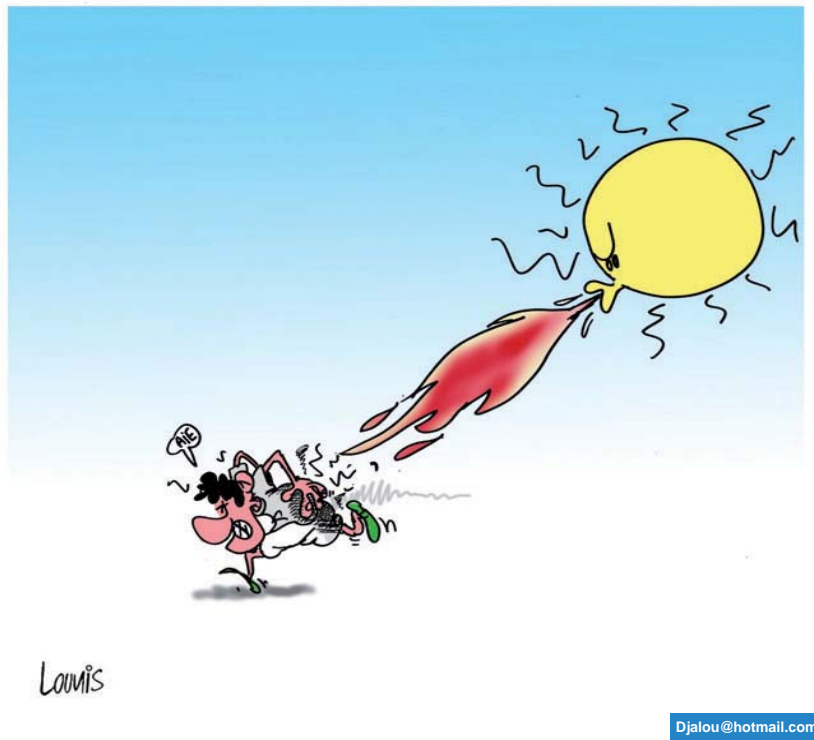
Il s'agit de la réunion de plus haut niveau des cinq pays riverains de la Caspienne depuis le sommet crucial au Kazakhstan, l'année dernière, qui s'était conclu par la signature d'un accord historique sur le statut de cette mer. Une rumeur sur le décès du dirigeant turkmène, âgé de 62 ans, était partie en juillet d'un média basé à l'étranger et géré par des opposants au régime turkmène alors que le président était officiellement en

vacances. Elle avait ensuite été largement reprise par des sites internet en russe dans plusieurs ex-Républiques soviétiques. La dernière apparition publique de M. Berdimoukhamedov remontait au 5 juillet : il avait tenu une réunion gouvernementale retransmise à la télévision d'Etat. Le 24 juillet, la télévision turkmène a également diffusé des images de sa rencontre avec le maire d'Achkhabad, la capitale, mais des médias étrangers ont suggéré qu'elles auraient pu être filmées bien avant cette date. La télévision publique a également publié un reportage montrant Gurbangouly Berdimoukhamedov profiter de ses vacances au volant d'une voiture de rallye, près d'un célèbre foyer de gaz naturel en feu dans le désert turkmène, ou se livrer à des exercices de tir.

Mais il était impossible de vérifier leur date de tournage.

Ancien dentiste arrivé au pouvoir en 2006 après la mort de son fantasque prédécesseur, Gurbangouly Berdimoukhamedov a également développé un culte de sa personnalité, installant par exemple une statue en or à son effigie dans la capitale. APS

UNE VAGUE DE CHALEUR S'ABAT SUR TOUT LE PAYS



Loumis

Djalou@hotmail.com

Arabie Saoudite

Sept hadjis algériens décédés depuis le début du Hadj 2019

■ Rappelant les cas similaires enregistrés, durant les années précédentes, lors de l'accomplissement des rites du Hadj, le chef de la mission médicale algérienne a noté un recul du nombre de décès pour cette année, déplorant, toutefois, le non-respect des instructions médicales par certains hadjis, malades cardiaques et hypertendus en particulier.

Par Lyes N.

Le nombre de pèlerins algériens décédés aux Lieux saints de l'Islam (Arabie saoudite) depuis le début de la campagne du Hadj 2019 s'est élevé à 7 morts, suite au décès d'un hadji, lundi à Mina, a appris l'APS auprès du chef de la délégation consulaire algérienne.

Il s'agit du hadji «Jibril Aïssa, né le 11 avril 1953, originaire de la wilaya d'El Oued, décédé d'un

arrêt cardiaque», a affirmé l'ambassadeur, Abdelkader Hedjazi.

Le chef de la mission médicale algérienne, D' Mahmoud Dahmane, a affirmé que «le dossier médical du regretté qui a rendu l'âme à l'hôpital de Hira confirme que le défunt souffrait effectivement d'une cardiopathie».

Rappelant les cas similaires enregistrés durant les années précédentes, lors de l'accomplissement des rites du Hadj, le chef de la mission médicale

algérienne a noté un recul du nombre de décès pour cette année, déplorant, toutefois, le non-respect des instructions médicales par certains hadjis, malades cardiaques et hypertendus en particulier, dont les complications de la maladie peuvent s'avérer parfois très graves, voire mortelles.

Outre le hadji décédé, lundi à Mina, quatre hadjis algériens sont morts la semaine dernière et deux autres dimanche, ce qui porte à 7 le nombre global des pèlerins algériens décédés aux Lieux saints de l'Islam.

Dans un bulletin météorologique spécial, les services météo saoudiens ont annoncé des pluies orageuses et des vents forts à partir de 16:00 heure locale, notant que la validité de ce bulletin s'étendra jusqu'à 23h00 (heure locale).

Ainsi, un appel a été lancé aux hadjis pour faire preuve de prudence.

Ammar F.

L. N.

Accidents de la route

2 personnes décédées ces dernières 24 heures

DEUX PERSONNES sont décédées et huit autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 24 heures à travers le territoire national, indique lundi un bilan des services de la Protection civile.

Concernant le dispositif de lutte contre les incendies de forêt, maquis, récoltes et broussailles, les unités de la Protection civile ont procédé à l'extinction de 45 incendies qui ont causé des pertes estimées à 191 ha de forêt, 90 ha de maquis, 84 ha de broussailles, ainsi que 3 540 arbres fruitiers, 5 840 bottes de foin et

112 palmiers, ajoute la même source.

Par ailleurs, les secours de la Protection civile ont effectué durant la même période, dans le cadre du dispositif de surveillance des plages et des baignades, 153 interventions ayant permis de sauver 105 personnes de la noyade.

Les éléments de la Protection civile sont intervenus, d'autre part, pour procéder à l'extinction d'un incendie qui s'est déclaré dans un appartement situé à la cité El Bahia à Kouba (Alger), qui a occasionné des brûlures de 2° degrés à 3 personnes.

Une autre intervention des

éléments de la Protection civile a permis l'extinction d'un incendie similaire qui s'est produit dans une habitation dans un immeuble situé dans la commune d'Azzaba (Skikda) et ayant provoqué des brûlures à 5 personnes d'une même famille.

Tamanrasset et Djanet

Vingt-trois orpailleurs arrêtés

Vingt-trois orpailleurs ont été arrêtés à Tamanrasset et Djanet par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) qui ont saisi du matériel servant à l'exploitation illégale de l'or, indique lundi

un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, des détachements de l'Armée nationale populaire ont arrêté à Tamanrasset et Djanet, vingt-trois

orpailleurs et saisi 34 groupes électrogènes, 31 marteaux piqueurs, 200 sacs de mélange de pierres et d'or brut et un camion», précise-t-on de même source.

L. Y.